



«Il faut une loi pour l'aide en cas de catastrophe»

Drame de Blatten (VS) Selon la présidente du Conseil national, Maja Riniker, l'effondrement du glacier survenu fin mai a démontré la nécessité d'une nouvelle base légale.

En déplacement ce samedi dans le Lötschental, la présidente du Conseil national s'est dite «encore plus bouleversée» par le drame de Blatten. En discutant avec des gens qui ont tout perdu, Maja Riniker (PLR/AG) a pu ressentir leur détresse, moins d'un mois après l'effondrement du glacier du Birch qui a dévasté le village haut-valaisan.

Lors d'un discours sur place, la première citoyenne du pays a demandé la mise en place d'une nouvelle base légale pour l'aide en cas de catastrophe en Suisse. Selon elle, le gigantesque éboulement survenu le 28 mai a montré l'urgence d'une telle démarche. Elle songe aussi au petit village grison de Brienz, évacué et placé en alerte rouge en raison de la forte instabilité de la paroi qui le surplombe.

Il faut maintenant tirer des leçons pour l'avenir, a déclaré Maja Riniker. La Confédération doit pouvoir réagir rapidement et clairement aux futurs événements. Il y va de l'égalité de traitement, de la sécurité juridique et de la confiance dans l'État. «La solidarité ne se décrète pas, mais la prévention, oui.»

Appel à la cohésion

Le changement climatique apportera d'autres défis et il faut s'y préparer, a ajouté l'élue argovienne. Il est du devoir et de la responsabilité du monde politique de soutenir les habitants de Blatten dans leur nouveau départ. Il s'agit de réfléchir à des mesures en matière d'aménagement du territoire, de protection mais aussi en ce qui concerne les aspects purement financiers, a indiqué Maja Riniker. Elle en appelle à la cohésion entre les régions urbaines et rurales du pays.

La présidente du National avait déjà affiché son soutien aux sinistrés de Blatten le 2 juin en ouvrant la session parlementaire d'été à Berne. Elle avait alors

appelé ses collègues à mettre la main au porte-monnaie pour aider les habitants: «C'est un signe de compassion si de nombreuses personnes donnent de l'argent pour reconstruire Blatten. Tout le monde peut contribuer.»

Depuis lors, les promesses de dons ont afflué de tout le pays. À elle seule, la Chaîne du Bonheur a ainsi récolté à ce jour plus de 17 millions de francs en faveur du village haut-valaisan enseveli. De son côté, l'État du Valais a débloqué 10 millions de francs, la Confédération 5 millions.

Un fonds d'urgence?

Les propos de Maja Riniker font écho à ceux de Mathias Reynard dans «Blick» samedi. Le conseiller d'État valaisan plaide pour la création d'un fonds national consacré aux catastrophes naturelles. «Les dépenses du Canton du Valais consacrées à la gestion de ces événements et aux conséquences du changement climatique continueront d'augmenter, dit-il. Les régions de montagne ont besoin d'un soutien à cet égard.»

Il songe à un fonds de solidarité, alimenté par la Confédération, «mais peut-être aussi par les cantons». Est-ce réaliste? Le conseiller fédéral Albert Rösti a récemment exprimé ses doutes à ce sujet. Mathias Reynard n'en a cure: «On peut tout accomplir si on le veut vraiment.»

Pour le ministre socialiste, notre pays doit à la fois allouer les moyens adéquats à la protection contre les risques naturels et s'attaquer aux causes du réchauffement climatique. «Sinon, cela reviendrait à traiter les symptômes sans guérir le mal sous-jacent.» Et d'annoncer qu'une stratégie à long terme contre le changement climatique est à l'étude en Valais. «Nous y travaillons. Elle sera présentée publiquement dans les prochains mois.»

Patrick Monay avec l'ATS



Maja Riniker, présidente du Conseil national. René Ruis